

Rencontre Belgian Disability Forum – Cabinet de la Communauté Wallonie-Bruxelles

16/02/2017

Présents :

Madame Husden, représentante du Cabinet du Ministre-Président Rudy Demotte

Madame X, représentante du Cabinet du Ministre du Budget et de la fonction publique, André Flahaut

Madame Z, représentante du cabinet de la ministre de la petite enfance, Alda Greoli

Monsieur Y, représentant du Cabinet de la Ministre de l'égalité des chances, Isabelle Simonis

Madame Gisèle Marlière, Secrétaire générale du Belgian Disability Forum asbl (BDF)

Madame Thérèse Kempeneers, Vice-Présidente du Belgian Disability Forum asbl (BDF)

Madame Emilie De Smet, Vice-Présidente du Belgian Disability Forum asbl (BDF)

Monsieur Olivier Magritte, Coordinateur du Belgian Disability Forum asbl (BDF)

Introduction

Madame Husden, représentante de Monsieur le Ministre-Président Demotte introduit la réunion. Elle précise que :

- le courrier initial du BDF n'est pas en sa possession (le secrétariat du BDF le lui transmettra)
- le handicap n'est pas directement compétent en matière de handicap
- les cabinets concernés ont été invités à participer à cette réunion

Elle donne la parole à Madame Marlière, Secrétaire générale du BDF pour la présentation du contexte global de la demande :

Le Belgian Disability Forum asbl (BDF) a été créé pour :

- assurer le suivi des développements politiques aux niveaux européen et international
- faire le lien avec les organes belges représentatifs des personnes handicapées (PH) lorsqu'ils existent

Le BDF regroupe 17 organisations de PH

- qui ont voulu s'y impliquer
- qui couvrent la Belgique : FWB, la RW, RBxl-Cap, CG, VG

Le BDF articule son travail sur la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées (UNCRPD) :

- La Belgique a signé et ratifié l'UNCRPD
 - Toutes les entités l'ont validée
 - Un rapport officiel a été produit par la Belgique
 - Le BDF a produit un rapport alternatif qui constitue un état des lieux complet de la réalité de vie des personnes handicapées

<http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport-alternatif-bdf.html>

- Le Comité des droits des personnes handicapées (Comité) a transmis à la Belgique une série de recommandations pour la mise en œuvre de la Convention
- Dans deux ans l'Etat belge va devoir faire rapport sur les progrès qu'il a réalisés pour la mise en œuvre des recommandations émises par le Comité
- En juillet 2016, le BDF a interrogé tous les ministres de toutes les entités de la Belgique fédérale, quelles que soient leurs compétences, pour établir quelles sont les initiatives qui ont été prises
 - Le but n'est pas d'être critique pour être critique. Ce n'est pas par slogan que l'on avance. Les politiques se travaillent. Les avancées se font pas à pas. La démarche du BDF se veut positive et concrète
 - Bien sûr il y a des domaines dans lesquels les urgences sont plus criantes et qui nécessitent une action plus urgente

Fonction publique et budget, entre autres

Madame X, représentante du Cabinet du Ministre Flahaut explique que :

- Cela fait un an que l'administration dispose d'un collaborateur dont l'action est dédiée à la réalité des PH
 - Quelles sont les questions ?
 - Quels sont les aspects juridiques ?
 - Mise en place de formations du personnel à la diversité
 - Sensibilisations pour sortir de la stigmatisation
 - Travail en tenant compte de la différence inclusion – intégration
 - Engagement d'une stagiaire sourde pour une durée de 4 mois : va démontrer que cela fonctionne
 - Préparation d'un courrier au personnel dans le style « si vous êtes H, dites-le nous », afin de leur donner les adaptations éventuellement nécessaires
 - Accessibilité : mise en conformité et rénovation des bâtiments de l'administration, en cours :
 - un « screening des bâtiments a été fait sur RBXL
 - un screening du reste de la FWB sera réalisé d'ici fin avril
 - Formation du personnel à l'accueil des personnes handicapées, y compris le « minimum à connaître » en langue des signes
 - Les offres d'emploi font référence à la possibilité d'obtenir des aménagements raisonnables

Madame Thérèse Kempeneers, vice-présidente du BDF, demande quelle est la situation en termes de « quota d'emploi des personnes handicapées » dans l'administration ?

Madame X répond qu'il y a actuellement entre 50 et 60 personnes handicapées sur 5 à 6000 agents. Il y a donc des efforts à faire. A ce niveau, l'administration de FWB participera au « duo-day »

Madame Gisèle Marlière demande ce qu'il en est de l'accessibilité des sites Internet de l'administration

Madame X répond que les sites sont labellisés « AnySurfer » et régulièrement remis à jour, avec des capsules vidéo en langue des signes

Madame Kempeneers attire l'attention sur le fait que dans AnySurfer manquent des éléments d'évaluation en matière de « facile à lire »

Madame Marlière ajoute que le « facile à lire » touche un public + large que les seules personnes handicapées, ce qui est vrai, d'ailleurs, pour la grande majorité des adaptations liées aux handicaps...

Egalité des chances, entre autres

Monsieur Y, représentant du Cabinet de la Ministre Simonis explique que :

- il est entré en fonction en décembre 2016
- il n'a pas une formation spécifique en lien avec le handicap : il est Criminologue
- le cabinet développe son « Plan transversal anti-discrimination »
 - en 53 mesures en 100 points
 - Va suivre l'évolution de ces différents dossiers en prêtant attention au handicap
 - Il pointe en particulier le travail nécessaire en matière d'enseignement, pour une évolution vers des classes inclusives de Fonction publique inclusive

Madame Gisèle Marlière souligne que le BDF attend des politiques qu'il développe des plans, mais ceux-ci nécessitent un suivi. C'est vraiment très important. Il est souvent préférable d'avoir une avancée concrète sur un nombre restreint de points que des avancées mitigées sur un grand nombre d'aspects.

Monsieur Y confirme que c'est bien son rôle :

- La ministre voulait renforcer l'aspect « suivi » de ce plan global.
- Quand il reprends contact avec l'administration pour tel ou tel point, souvent, il constate que l'on ressort le dossier. C'est aussi le rôle du politique de s'assurer que les plans sont bien suivis de manière active et régulière

Madame Gisèle Marlière insiste sur le fait que Madame Simonis a la compétence « égalité des chances ». Cela recouvre donc la situation des femmes handicapées :

- doubles discriminations
- mais aussi discrimination par association

Madame Kempeneers cite plusieurs exemples de discriminations par associations qui, dans les faits touchent plus de femmes que d'hommes. La maman d'un enfant handicapé se retrouvant souvent exclue de pans entiers de la vie sociale, culturelle et professionnelle du fait d'être la maman d'un enfant handicapé... Sans compter le risque de séparation qui est plus élevé dans ce type de situation

...

Enfance et petite enfance, entre autres

Madame Z, représentante du Cabinet de la Ministre Greoli explique que

- l'ONE a mené une étude de type « recherche-action » sur la vie quotidienne de familles avec enfant handicapé
- Il y a des femmes isolées, bien sûr, mais aussi les hommes isolés avec enfant handicapé
- Lors du dernier appel FSE , l'ONE a rentré un projet et obtenu un budget permettant d'initier une nouvelle dynamique en Région wallonne

- L'ONE part de l'établissement d'un Code de qualité d'accueil. On s'oriente vers l'inclusion de toutes personnes ayant une fragilité. Un enfant est un ensemble de compétences avant d'être un handicap. Il faut sensibiliser les milieux d'accueil à ce mode d'approche

Madame Kempeneers répond que le BDF connaît le mode de travail de l'ONE. Il y a la philosophie et la réalité. Nous voyons la réalité. Le personnel « général » a beau être bien formé, l'accueil d'enfants autistes nécessite de la spécialité. Il y a aussi le problème du manque de places qui implique très souvent une sélection à l'entrée sur base de la logique « du moins difficile ».

Madame Marlière confirme cet état de fait : souvent la crèche va dire « non » quand il s'agit d'accueillir un enfant handicapé

Madame Z relativise en soulignant que

- les choses sont en train d'évoluer
- l'accompagnement des futures mamans d'enfants handicapés devient une réalité : la formation des médecins, du personnel ONE aborde cette thématique-là
- le site « Excellensis » diffuse des éléments sur la détection des signes d'alarme
- le « SUZA » dans ce sens
- des partenariats sont développés pour que les PMS orientent les enfants et leurs parents vers les bonnes compétences : service, personnes...

Pour ce qui est de l'accueil des enfants de 0 à 3 ans, se pose le problème du manque de places. Le personnel, par ignorance, dit trop vite non...

Des conventions ont été passées avec l'Awiph et avec Phare pour le développement de services d'accompagnement spécifique.

La difficulté est qu'un milieu d'accueil, s'il se spécialise trop, après le départ de l'enfant, n'aura peut-être pas une autre demande du même type. La demande suivante nécessitera souvent une autre spécialisation. C'est pourquoi l'ONE recherche un maillage local.

Madame Marlière confirme qu'elle connaît l'expérience « Caravelle », avec des équipes volantes. Celle-ci était très porteuse, mais il faut lui permettre de perdurer

Madame Z précise la situation actuelle :

- en 2013, 700 enfants étaient suivis dans le cadre de « Caravelle ». Ce chiffre est à relativiser car il y a beaucoup d'enfants qui n'y font pas appel
- la préoccupation de la ministre Greoli que le Comité de gestion de l'ONE prévoie un renforcement de l'expérience
- l'ONE subventionne également des modules de formation des professionnels

Pour les enfants plus âgés, l'ONE construit des « malles pédagogiques ».

- Tous les milieux d'accueils extrascolaires peuvent les demander.
- Ces malles servent à sensibiliser les enfants à la différence
- Elles proposent des outils pédagogiques pour se poser des questions sur la thématique « accueillir des enfants différents » :
 - Malle « émotions »
 - Malle « développement psychomoteur »
- En ce qui concerne la spécialisation de l'« accueil extrascolaire », les structures qui s'y engagent ont beaucoup de difficulté de tenir sur le long

terme. Cela crée un « appel d'air » qui entraîne une affluence et, à terme se posent des impossibilités

Madame Marlière pose la question budgétaire. Celle-ci est centrale : s'il n'y a pas d'accueil de l'enfant handicapé, il n'y a pas de possibilité de vie professionnelle, pour un des parents, parfois pour le seul parent

Madame Z relate le cas d'un parcours de prise en charge mis en œuvre en Région namuroise. Cela allait de la maison à au lieu d'accueil, en recourant à un transport par bus, ... Il manquait une personne pour faire le trajet entre l'arrêt de bus et le lieu d'accueil. Finalement cela n'a pas été possible pour une centaine de mètres...

Hors compétence des ministres représentés

Madame Kempeneers insiste sur le fait que les établissements d'enseignement spécialisés sont systématiquement excentrés. L'accueil extrascolaire est principalement réalisé par le transporteur... L'enfant passe parfois 2 heures ou plus dans le bus, matin et soir... Il est nécessaire de mettre tous les acteurs autour de la table : écoles, communes, transporteurs...

Mais la réalité est encore plus profonde : un enfant qui passe autant de temps dans les transports ne peut pas connaître les enfants de son quartier : il n'a pas le temps de les rencontrer. L'exclusion entraîne l'exclusion.

Madame Z : précise qu'il y a d'autres belles expériences, comme :

- un partenariat entre une école spécialisée de Louvain-la-Neuve et Braine-l'Alleud.
- les « coordinateurs « APL »

Madame Kempeneers insiste sur le fait que cela doit aussi se résoudre via l'inclusion scolaire

Madame Marlière saisit l'occasion pour souligner que si Monsieur le Ministre-Président n'a pas de compétence spécifique en terme de handicap, il a, néanmoins, un rôle moteur à jouer au niveau de la transversalité, un rôle de facilitateur

Madame Z précise qu'elle est souvent en contact avec ses collègues de l'enseignement. Mais que les besoins doivent être rencontrés au « cas par cas »
Madame Marlière réagit en attirant l'attention sur le fait que le « cas par cas » implique des pertes d'argent

Madame Husden relate que les enfants qui doivent être placés en milieu « psychiatrique », par manque de place d'accueil correspondant à leurs besoins régressent.

Madame De Smet met l'accent sur deux points essentiels :

- il faut une impulsion politique
- il faut une sensibilisation des autres parents

Monsieur Y considère que l'inclusion dans l'enseignement général est la solution et demande si la Belgique n'est pas le mauvais élève européen en la matière

Madame Kempeneers confirme cet état de fait et explique que :

- c'est pour cela qu'un ensemble d'organisations a introduit un recours pour forcer l'Etat belge à une intégration.
- si vous êtes parent d'un enfant qui a un handicap et voulez qu'il aille dans l'enseignement général comme ses frères et sœurs, il faut remplir un

ensemble de conditions presque impossibles : une école générale ,une école spécialisée, un partenariat entre les deux et l'inscription doit être actée avant le 15 janvier de l'année scolaire qui précède la scolarisation de l'enfant, le tout pour obtenir 4 heures de soutien...

- de très bons partenariats existent pour certains handicaps mais que pour la déficience intellectuelle c'est très difficile

Madame Marlière insiste sur le fait que l'accessibilité des écoles n'est vraiment pas suffisante. Globalement, le manque d'inclusion du système d'enseignement belge a été fortement mis en avant dans les recommandations de l'ONU et donc cela reviendra dans l'interrogation de l'ONU lors du prochain examen périodique, dans 2 ans et demi. Si la Fédération Wallonie-Bruxelles venait alors présenter une programmation permettant de progresser vers un enseignement plus inclusif, ce serait le bienvenu

Madame Kempeneers pointe les principales recommandations émises par le Comité des droits des personnes handicapées :

- l'enseignement
- l'emploi
- la situation des femmes handicapées
- la participation des organisations représentatives des personnes handicapées au processus de décision concernant les personnes handicapées

Madame Marlière souhaite insister sur ce dernier point qui constitue une demande très forte de la part du Comité :

- il faut un conseil consultatif
- un conseil consultatif bien outillé est porteur, a un regard critique, et permet de travailler, de mettre en place un dialogue dont le politique ne peut que se féliciter
- un conseil consultatif doit être impliqué dès le début et pas dans un rôle passif qui consisterait à avaliser les décisions en fin de parcours... Pour autant, chacun garde clairement son rôle : le conseil d'avis rend des avis par lequel il « éclaire » le politique. Le politique prend les décisions et les assume

Madame De Smet ajoute qu'un conseil d'avis est un lieu où créer des transversalités

Madame Husden demande comment le BDF voit le fonctionnement d'un tel conseil d'avis ?

Madame Marlière donne l'exemple du Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées (CSNPH)

Madame Kempeneers met en exergue le fait de pouvoir rendre des avis d'initiative : c'est un aspect crucial. Cela vous amène de la matière. Elle exprime sa fierté du travail fourni dans les conseils d'avis existant. Les avis rendus sont sérieux, mesurés, documentés...

Madame Marlière signale encore que d'autres domaines couverts par l'action de FWB sont aussi concernés par les recommandations du Comité :

- la participation à la vie culturelle, aux loisirs et aux sports, par exemple, sont des enjeux majeurs.
- de fait, quand on organise une activité d'éducation permanente, sans aspect « ludique », l'accroche ne se fait pas. Par exemple : découverte

grands peintres. Pour avoir de l'accroche, il fallait du « boudin compotes ». Le problème est que ces heures n'étaient pas couvertes. Il a fallu un pouvoir de conviction important pour parvenir au financement. La discrimination positive est importante et ne peut se confondre avec le privilège

Conclusion : au-delà d'une question de compétences

En fait, le handicap est une réalité transversale : il y a des recommandations du Comité qui s'adressent à chaque compétence. Tous les ministres sont concernés, pas seulement ceux qui sont représentés autour de la table